SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 9 MARS 1932.

Projet de Loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée.

(Voir les n^{os} 17, 293 (session de 1927-1928), 32, 160 (session de 1930-1931) et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 22 et 29 janvier; 5, 12 et 19 février; 26 mars; 23 et 30 avril 1931*) et les n^{os} 116 (session de 1930-1931) et 59 (session de 1931-1932) du Sénat.)

Amendements présentés par le Gouvernement.

Note relative aux amendements.

I. — Maintien de l'intitulé : « Sociétés privées à responsabilité limitée ».

L'intitulé voté par la Chambre donne à ces sociétés une dénomination adoptée dans d'autres pays. Elle est consacrée par l'opinion en Belgique et donne les caractéristiques essentielles de la nouvelle forme de sociétés.

II. — Amendement à l'article 103^{bis} :

Le Gouvernement préfère, comme la Commission de la Justice, le terme « transmissible » à « cessible ». Toutefois, il substitue à la référence aux articles 103¹² et 103¹³, le renvoi *in genere*, « aux formalités prescrites par la présente section ».

III. — Amendement à l'article 103⁴ :

Alinéa 1^{er}. — Le Gouvernement

estime devoir revenir au chiffre maximum de trente, qui correspond mieux au caractère privé de la société.

Alinéa 3. — Quant à la société entre époux, le Gouvernement croit qu'il convient de maintenir le texte voté par la Chambre pour éviter une jurisprudence déclarant nulle dans tous les cas la société entre époux.

IV. — Amendement à l'article 103⁵ :

Alinéa 3. — Le Gouvernement estime que l'amendement de la Commission à insérer entre le troisième et le quatrième alinéas, devrait remplacer le troisième alinéa. En effet, cet amendement contient par préterition tous les éléments du troisième alinéa.

Alinéa 4. — Amendement de pure forme.

V. — Amendement à l'article 103⁶ :

Le Gouvernement ajoute aux références indiquées dans l'amendement de la Commission, celle à l'article 34, alinéa 1^{er}. Est-il nécessaire, pour la validité des actes d'augmentation de capital?

VI. — Amendement à l'article 103¹⁰ :

L'amendement de la Commission est frappant par sa difficulté d'application : on conçoit malaisément que la littérature commerciale énonce l'indication précise des associés qui peuvent être nombreux et ne sont engagés qu'à concurrence de leur souscription. D'autre part, le Gouvernement préfère l'indication du capital social « tel qu'il résulte du dernier bilan », ces mots mettant en harmonie le texte voté par la Chambre avec l'article 79 des lois coordonnées.

VII. — Amendement à l'article 103¹¹ :

Le Gouvernement reprend l'amendement

dement de la Commission, mais établit la référence à l'alinéa 1^{er} de l'article 87, qui organise le régime des obligations nominatives et renvoie à l'article 43 des lois coordonnées.

VIII. — Amendement à l'article 103¹⁴ :

Cet amendement est de pure forme : il rappelle *in terminis* les articles 218 du Code civil et 9 du Code de Commerce.

IX. — Amendement à l'article 103¹⁵ :

Cet amendement renvoie purement et simplement à l'article 62 des lois coordonnées, comme le proposait le Comité permanent.

X. — Amendement à l'article 103¹⁷ :

Revu l'article voté par la Chambre et l'amendement de la Commission, considéré, d'autre part, l'objet de ces deux textes, le Gouvernement est amené à fondre le tout en un seul alinéa. Ce dernier s'applique tant aux parts égales qu'aux parts inégales, ne prend en considération que le capital versé et écarte toute possibilité de vote plural.

XI. — Amendement à l'article 103¹⁸ :

Cet amendement renvoie aux articles 51 et 52 des lois coordonnées, comme le proposait le Comité permanent.

Il est utile de rappeler expressément l'article 51, car il est en harmonie avec le régime des cessions de parts proposé par la Commission et l'article 52, qui est une garantie contre certains financiers abandonnant d'une manière insolite la société dès sa constitution.

XII. — Amendement à l'article 2 :

Alinéa premier. — Cet amendement forme le préliminaire des dispositions

modifiées ci-après. Il énonce, en vue de leur modification les articles 177, 179, 180, 181 de la section 12 (dispositions spéciales des lois coordonnées) et supprime l'article 73 inapplicable.

Amendement à l'article 12 :

L'amendement a pour objet de comprendre, en ce qui concerne les sociétés privées à responsabilité limitée, les liquidateurs aussi bien que les gérants et commissaires. *Mutatis mutandis*, même régime que pour les sociétés anonymes.

Amendement à l'article 73 :

Le Gouvernement supprime la modification apportée à l'article 73, parce que la doctrine et la jurisprudence ont fixé l'interprétation de cette disposition. D'autre part, il ne sied pas que cette question *générale* soit réglée par une loi organisant une forme *spéciale* de sociétés.

Article 76. — Le Gouvernement admet les amendements de la Commission sous deux réserves :

1^o De remplacer « droits sociaux » par les mots « parts sociales » ;

2^o De supprimer le texte intitulé « alinéa 3 » qui forme pléonasm avec l'alinéa qui précède immédiatement.

Remarque générale. — Il y aura lieu de veiller à ce que la Commission de la Justice choisisse définitivement entre les termes « droits sociaux » et « parts sociales ».

XII. — Amendement à l'article 2 (suite) :

Les amendements se rapportant aux articles 177, 179, 180, 181 des lois coordonnées ne sont qu'une adaptation de ces textes à la manière des sociétés privées à responsabilité limitée en vue de leur application formelle.

XIII. — Amendement à l'article 3 :

Le Gouvernement estime que l'article 3 est inutile dans le système général de renvoi aux lois coordonnées. En effet, les articles 182, 183, 184 et 185 ne subissent aucune modification; il n'y a donc pas lieu de les rappeler.

Amendements.

Art. 103ter. — Rédiger l'article 103bis comme suit :

« Les sociétés privées à responsabilité limitée sont celles où les associés dont le nombre est limité par la loi, n'engagent que leur apport, et dont les droits ne sont *transmissibles* qu'en observant les formalités prescrites par *la présente section.* »

Art. 103¹. — Rédiger l'alinéa premier comme suit :

« Le nombre des associés est de trois au moins quand il comprend des conjoints. Il ne peut dépasser trente. »

Art. 103². — Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« S'il est créé des droits sociaux de valeurs nominales différentes, ils jouiront de droits proportionnels à ces valeurs dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation ».

Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

« Il ne peut être créé en surplus, aucune part quelconque donnant droit à une quotité de bénéfices ou avantages quelconques. »

Art. 103⁶. — Rédiger le 4^o de la seconde partie comme suit :

« De la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe soit de la nullité de la société, soit

de l'absence ou de la fausseté dans l'acte des énonciations prescrites par les articles 30 et 34 alinéa premier ».

Art. 103¹⁰. — Ajouter à l'alinéa premier, après les mots « du capital social » les mots « tel qu'il résulte du dernier bilan ».

Art. 103¹¹. — Rédiger l'alinéa 2 de l'article 103¹¹ comme suit :

« Si la société privée émet des obligations, celles-ci doivent être nominatives. Les articles 87 alinéa premier et 43 leurs sont applicables. »

Art. 103¹⁴. — Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« La femme peut être gérante avec l'autorisation de son mari ou conjointement avec lui, sous réserve de ne pas déroger aux dispositions de l'article 1388 du Code civil.

» Au cas de refus d'autorisation du mari, le juge peut donner l'autorisation ».

Art. 103¹⁵. — Rédiger l'article 103¹⁵ comme suit :

« Les gérants sont responsables conformément à l'article 62 ».

Art. 103¹⁷. — Remplacer les alinéas 3 et 4 par le texte suivant :

« Nonobstant toute disposition contraire, chaque part confère un nombre de voix proportionnel à la fraction de capital versé qu'elle représente au jour de la convocation à l'assemblée générale ».

Art. 103¹⁸. — Rédiger comme suit :

« Les articles 51, 52, 60, 70, 72 à 78 sont applicables aux sociétés privées à responsabilité limitée ».

ART. 2.

Rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} :

« Sont complétés ou modifiés comme suit les articles 2, 4, alinéa 2, 6, 7, 10, 12, 176, 177, 179, 180, 181, 186 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ».

Rédiger comme suit les modifications à l'article 12 :

Les mots « et dans les sociétés privées à responsabilité limitée » sont intercalés après ceux « dans les sociétés anonymes » au second alinéa de cet article.

Supprimer la modification à l'article 73.

Ajouter après l'article 176 :

Art. 177. — Intercaler à l'article 177, alinéa 1^{er}, entre les mots « achats » et « d'actions », les mots « de parts sociales ».

Ajouter après l'article 177 :

Art. 179, alinéa 3, formant le 2^o. — Substituer aux chiffres « 78 et 134 » les chiffres « 78, 134 et 103¹⁸ ».

Ajouter après l'article 180-181 :

Rédiger l'article 181 des lois coordonnées :

« Seront punis des mêmes peines tous ceux qui, comme administrateurs, commissaires, gérants ou membres du comité de surveillance d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société privée à responsabilité limitée, auront sciemment racheté des actions ou parts sociales, en diminuant le capital social ou la réserve légalement obligatoire, fait des prêts ou avances au moyen de fonds sociaux sur des actions ou parts d'intérêts de la société, fait par un moyen quelconque, aux frais de la société, des versements sur des

actions ou parts sociales, ou admis
comme faits des versements qui ne
sont pas effectués réellement, de la
manière ou aux époques prescrites ».

Ajouter après l'article 179 :

Art. 180. — Intcaler entre les
mots « aux actionnaires » et les mots
« de dividende », les mots « ou aux
associés d'une société privée à respon-
sabilité limitée ».

ART. 3.

A supprimer.

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 9 MARS 1932.

Projet de Loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée.

(Voir les n^{os} 17, 293 (session de 1927-1928), 32, 160 (session de 1930-1931) et les *Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 22 et 29 janvier; 5, 12 et 19 février; 26 mars; 23 et 30 avril 1931*) et les n^{os} 116 (session de 1930-1931) et 59 (session de 1931-1932) du Sénat.)

Amendements présentés par le Gouvernement.

Note relative aux amendements.

I. — Maintien de l'intitulé : « Sociétés privées à responsabilité limitée ».

L'intitulé voté par la Chambre donne à ces sociétés une dénomination adoptée dans d'autres pays. Elle est consacrée par l'opinion en Belgique et donne les caractéristiques essentielles de la nouvelle forme de sociétés.

II. — Amendement à l'article 103bis :

Le Gouvernement préfère, comme la Commission de la Justice, le terme « transmissible » à « cessible ». Toutefois, il substitue à la référence aux articles 103¹² et 103¹³, le renvoi *in genere*, « aux formalités prescrites par la présente section ».

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 9 MAART 1932.

Wetsontwerp waarbij private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid worden tot stand gebracht.

(Zie de n^{rs} 17, 293 (zitting 1927-1928), 32, 160 (zitting 1930-1931) en de *Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 22 en 29 Januari; 5, 12 en 19 Februari; 26 Maart; 23 en 30 April 1931*) en de n^{rs} 116 (zitting 1930-1931) en 59 (zitting 1931-1932) van den Senaat.)

Amendementen door de Regeering voorgesteld.

Nota betreffende de amendementen.

I. — Behoud van den titel : « Private Vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid ».

De door de Kamer aangenomen titel geeft aan die vennootschappen een in andere landen aangenomen benaming. Zij is in België door de openbare opinie bekrachtigd en geeft de hoofdeigenschappen aan van dezen nieuwen vorm van vennootschap.

II. — Amendement aan artikel 103bis :

De Regeering verkiest, evenals de Commissie voor Justitie, het woord « overgaan » boven « afgestaan worden ». Nochtans stelt zij in de plaats van de verwijzing naar de artikelen 103¹² en 103¹³, de verwijzing *in genere* « van de bij deze afdeling voorgeschreven formaliteiten ».

III. — Amendement à l'article 103⁴ :

Alinéa 1^{er}. — Le Gouvernement estime devoir revenir au chiffre maximum de trente, qui correspond mieux au caractère privé de la société.

Alinéa 3. — Quant à la société entre époux, le Gouvernement croit qu'il convient de maintenir le texte voté par la Chambre pour éviter une jurisprudence déclarant nulle dans tous les cas la société entre époux.

IV. — Amendement à l'article 103⁵ :

Alinéa 3. — Le Gouvernement estime que l'amendement de la Commission à insérer entre le troisième et le quatrième alinéas, devrait remplacer le troisième alinéa. En effet, cet amendement contient par prétérition tous les éléments du troisième alinéa.

Alinéa 4. — Amendement de pure forme.

V. — Amendement à l'article 103⁶ :

Le Gouvernement ajoute aux références indiquées dans l'amendement de la Commission, celle à l'article 34, alinéa 1^{er}. C'est nécessaire, pour la validité des actes d'augmentation de capital.

VI. — Amendement à l'article 103¹⁰ :

L'amendement de la Commission est frappant par sa difficulté d'application : on conçoit malaisément que la littérature commerciale énonce l'indication précise des associés qui peuvent être nombreux et ne sont engagés qu'à concurrence de leur souscription. D'autre part, le Gouvernement préfère l'indication du capital social « tel

III. — Amendement aan artikel 103⁴ :

1^e alinea. — De Regeering meent tot het maximum getal van dertig te moeten terugkomen, dat beter strookt met het privaat karakter van de vennootschap.

Alinea 3. — Wat de vennootschap tusschen echtgenooten betreft, meent de Regeering dat de door de Kamer aangenomen tekst dient gehandhaafd te worden om te vermijden dat er een rechtspraak zou ontstaan die elke vennootschap tusschen echtgenooten nietig zou verklaren.

IV.—Amendement aan artikel 103⁵ :

Alinea 3. — De Regeering is van meening dat het amendement van de Commissie dat tusschen de derde en de vierde alinea moet ingevoegd worden, de derde alinea zou moeten vervangen. In dit amendement zijn inderdaad, zonder er nadruk op te leggen, al de elementen van de derde alinea begrepen.

Alinea 4. — Amendement dat uitsluitend den vorm betreft.

V. — Amendement aan artikel 103⁶ :

De Regeering voegt aan de verwijzingen, in het amendement van de Commissie aangeduid, de verwijzing naar artikel 34, 1^e alinea, toe. Dat is noodzakelijk voor de geldigheid van de akten van kapitaalsverhooging.

VI. — Amendement aan artikel 103¹⁰ :

Het amendement van de Commissie is treffend, wegens de moeilijkheid van de toepassing er van : het valt moeilijk in te denken dat de handelslitteratuur op nauwkeurige wijze de vennoten aanduiden zou, die talrijk kunnen zijn en slechts tot beloop van hun inschrijving gehouden zijn. Anderzijds verkiest de Regeering de aan-

qu'il résulte du dernier bilan », ces mots mettant en harmonie le texte voté par la Chambre avec l'article 79 des lois coordonnées.

VII. — Amendement à l'article 103¹¹ :

Le Gouvernement reprend l'amendement de la Commission, mais établit la référence à l'alinéa 1^{er} de l'article 87, qui organise le régime des obligations nominatives et renvoie à l'article 43 des lois coordonnées.

VIII. — Amendement à l'article 103¹⁴ :

Cet amendement est de pure forme : il rappelle *in terminis* les articles 218 du Code civil et 9 du Code de Commerce.

IX. — Amendement à l'article 103¹⁵ :

Cet amendement renvoie purement et simplement à l'article 62 des lois coordonnées, comme le proposait le Comité permanent.

X. — Amendement à l'article 103¹⁷ :

Revu l'article voté par la Chambre et l'amendement de la Commission, considéré, d'autre part, l'objet de ces deux textes, le Gouvernement est amené à fondre le tout en un seul alinéa. Ce dernier s'applique tant aux parts égales qu'aux parts inégales, ne prend en considération que le capital versé et écarte toute possibilité de vote plural.

XI. — Amendement à l'article 103¹⁸ :

Cet amendement renvoie aux arti-

gite van het maatschappelijk kapitaal «zooals dat blijkt uit de laatste balans », daar deze woorden den door de Kamer aangenomen tekst in overeenstemming brengen met artikel 79 van de samengeordende wetten.

VII. — Amendement aan artikel 103¹¹ :

De Regeering neemt het amendement van de Commissie over, maar verwijst naar de 1^e alinea van artikel 87, waarbij het stelsel van de obligaties op naam geregeld wordt en verder naar artikel 43 van de samengeordende wetten.

VIII. — Amendementen aan artikel 103¹⁴ :

Dit amendement betreft uitsluitend den vorm. *In terminus* wordt herinnert aan de artikelen 218 van het Burgerlijk Wetboek en 9 van het Wetboek van Koophandel.

IX. — Amendement aan artikel 103¹⁵ :

Dit amendement verwijst gewoon naar artikel 62 van de samengeordende wetten, zooals dat door het Bestendig Comité voorgesteld was.

X. — Amendement aan artikel 103¹⁷ :

In verband met het door de Kamer aangenomen artikel en met het amendement van de Commissie, en met inachtneming, van den anderen kant, van het door beide teksten beoogde doel, is de Regeering er toe gebracht alles in een enkele alinea te versmelten. Deze laatste is van toepassing zoo op de gelijke als op de ongelijke deelbewijzen, neemt alleen het gestorte kapitaal in aanmerking en maakt elk meervoudig stemrecht onmogelijk.

XI. — Amendement aan artikel 103¹⁸ :

Dit amendement verwijst naar de

cles 51 et 52 des lois coordonnées, comme le proposait le Comité permanent.

Il est utile de rappeler expressément l'article 51, car il est en harmonie avec le régime des cessions de parts proposé par la Commission et l'article 52, qui est une garantie contre certains financiers abandonnant d'une manière insolite la société dès sa constitution.

XII. — Amendement à l'article 2 :

Alinea premier. — Cet amendement forme le préliminaire des dispositions modifiées ci-après. Il énonce, en vue de leur modification les articles 177, 179, 180, 181 de la section 12 (dispositions pénales des lois coordonnées) et supprime l'article 73 inapplicable.

Amendement à l'article 12 :

L'amendement a pour objet de comprendre, en ce qui concerne les sociétés privées à responsabilité limitée, les liquidateurs aussi bien que les gérants et commissaires. *Mutatis mutandis*, même régime que pour les sociétés anonymes.

Amendement à l'article 73 :

Le Gouvernement supprime la modification apportée à l'article 73, parce que la doctrine et la jurisprudence ont fixé l'interprétation de cette disposition. D'autre part, il ne sied pas que cette question *générale* soit réglée par une loi organisant une forme *spéciale* de sociétés.

Article 76. — Le Gouvernement admet les amendements de la Commission sous deux réserves :

1^o De remplacer « droits sociaux » par les mots « parts sociales »;

artikelen 51 en 52 van de samengeordende wetten, zooals het Bestendig Comité het voorstelde.

Het is nuttig uitdrukkelijk aan artikel 51 te herinneren, want dat artikel is in overeenstemming met het door de Commissie voorgestelde regime voor het afstaan van deelbewijzen, en aan artikel 52, dat een waarborg is tegen sommige financiers die de vennootschap van hare oprichting afklakkeloos zouden verlaten.

XII. — Amendement aan artikel 2 :

Eerste alinea. — Dit amendement maakt de inleiding uit tot de hierna gewijzigde bepalingen. Het noemt, met het oog op hunne wijziging, de artikelen 177, 179, 180, 181 van 12^e afdeling op (strafbepalingen van de samengeordende wetten), en doet artikel 73, dat niet van toepassing is, wegvallen.

Amendement aan artikel 12 :

Door het amendement wordt bedoeld, wat betreft de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, de vereffenaars, zoowel als de zaakvoerders en commissarissen te omvatten. *Mutatis mutandis* dezelfde regeling als voor de naamlooze vennootschappen.

Amendement aan artikel 73 :

De Regeering doet de aan artikel 73 aangebrachte wijziging wegvallen omdat de leer en de rechtspraak de interpretatie van deze bepaling vastgelegd hebben. Van den anderen kant, betaamt het niet dat dit *algemeene* vraagstuk geregeld wordt door een wet waarbij een *bijzondere* vorm van vennootschappen ingericht wordt.

Artikel 76. — De Regeering neemt de amendementen van de Commissie aan onder het dubbel voorbehoud :

1^o « Maatschappelijke rechten » te vervangen door de woorden « maatschappelijke deelbewijzen ».

2^o De supprimer le texte intitulé « alinéa 3 » qui forme pléonasme avec l'alinéa qui précède immédiatement.

Remarque générale. — Il y aura lieu de veiller à ce que la Commission de la Justice choisisse définitivement entre les termes « droits sociaux » et « parts sociales ».

XII. — Amendement à l'article 2 (suite) :

Les amendements se rapportant aux articles 177, 179, 180, 181 des lois coordonnées ne sont qu'une adaptation de ces textes à la matière des sociétés privées à responsabilité limitée en vue de leur application formelle.

XIII. — Amendement à l'article 3 :

Le Gouvernement estime que l'article 3 est inutile dans le système général de renvoi aux lois coordonnées. En effet, les articles 182, 183, 184 et 185 ne subissent aucune modification; il n'y a donc pas lieu de les rappeler.

Amendements.

Art. 103ter. — Rédiger l'article 103bis comme suit :

« Les sociétés privées à responsabilité limitée sont celles où les associés dont le nombre est limité par la loi, n'engagent que leur apport, et dont les droits ne sont *transmissibles* qu'en observant les formalités prescrites par *la présente section.* »

Art. 103⁴. — Rédiger l'alinéa premier comme suit :

« Le nombre des associés est de trois au moins quand il comprend des

2^o Den tekst getiteld « alinea 3 » die, na de voorgaande alinea, pleonastisch is, te doen wegvallen.

Algemeene opmerking. — Er moet gezorgd worden dat de Commissie voor Justitie beslist een keus doet tusschen de woorden « maatschappelijke rechten » en « maatschappelijke deelbewijzen. »

XII. — Amendement aan artikel 2 (vervolg) :

De amendementen die betrekking hebben op de artikelen 177, 179, 180, 181 van de samengeordende wetten, zijn slechts een aanpassing van die teksten bij het onderwerp van de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, met het oog op hun formeele toepassing.

XIII. — Amendement aan artikel 3:

De Regeering meent dat artikel 3 nutteloos is in het algemeen stelsel van verwijzing naar de samengeordende wetten. De artikelen 182, 183, 184 en 185 ondergaan, inderdaad, geen enkele wijziging; er dient herhalve niet aan te worden herinnerd.

Amendementen.

Art. 103ter. — Het artikel 103bis te doen luiden als volgt :

« De private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid zijn diegene waarin de vennoten, wier aantal bij de wet beperkt is, zich slechts tot hun inbreng verbinden en wier rechten alleen kunnen *overgaan* mits inachtneming van de *bij deze afdeeling* voorgeschreven formaliteiten ».

Art. 103⁴. — Eerste alinea, te doen luiden als volgt :

« Het getal vennoten is ten minste drie wanneer het echtgenooten in zich

conjoints. Il ne peut dépasser trente. »

Art. 103⁵. — Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« S'il est créé des droits sociaux de valeurs nominales différentes, ils jouiront de droits proportionnels à ces valeurs dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation ».

Rédiger l'alinéa 4 comme suit :

« Il ne peut être créé en surplus, aucune part quelconque donnant droit à une quotité de bénéfices ou avantages quelconques. »

Art. 103⁶. — Rédiger le 4^o de la seconde partie comme suit :

« De la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe soit de la nullité de la société, soit de l'absence ou de la fausseté dans l'acte des énonciations prescrites par les articles 30 et 34 alinéa premier ».

Art. 103¹⁰. — Ajouter à l'alinéa premier, après les mots « du capital social » les mots « tel qu'il résulte du dernier bilan ».

Art. 103¹¹. — Rédiger l'alinéa 2 de l'article 103¹¹ comme suit :

« Si la société privée émet des obligations, celles-ci doivent être nominatives. Les articles 87 alinéa premier et 43 leurs sont applicables. »

Art. 103¹⁴. — Rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« La femme peut être gérante avec l'autorisation de son mari ou conjointement avec lui, sous réserve de ne

begrijpt. Hun getal kan niet meer zijn dan dertig ».

Art. 103⁵. — Derde alinea, te doen luiden als volgt :

« Worden er maatschappelijke rechten met verschillende nominale waarde tot stand gebracht, dan genieten zij met deze waarde evenredige rechten bij de verdeling der winst en der opbrengst van de vereffening. »

Alinea 4 van artikel 103⁵ te doen luiden als volgt :

« Daarboven kan geen enkel deelbewijs worden tot stand gebracht, recht gevende op een gedeelte van welkdanige winsten of voordeelen. »

Art. 103⁶. — 4^o van het tweede gedeelte te doen luiden als volgt :

« Voor de vergoeding van het nadeel dat een onmiddellijk en rechtstreeksch gevolg is, hetzij van de nietigheid der vennootschap, hetzij van het gemis of de valsheid in de akte, van de bij de artikelen 30 en 34, eerste alinea, vereischte vermeldingen. »

Art. 103¹⁰. — Aan de eerste alinea na de woorden « van het maatschappelijk kapitaal » de woorden : « zooals dat blijkt uit de laatste balans » toe te voegen.

Art. 103¹¹. — De tweede alinea van artikel 103¹¹ te doen luiden als volgt :

« Indien de private vennootschap obligatiën uitgeeft, moeten die op naam zijn. De artikelen 87, eerste alinea, en 43 zijn daarop van toepassing. »

Art. 103¹⁴. — De derde alinea te doen luiden als volgt :

« De vrouw mag zaakvoerster zijn met de machtiging van haar echtgenoot of te gelijker tijd als hij, mits

pas déroger aux dispositions de l'article 1388 du Code civil.

» Au cas de refus d'autorisation du mari, le juge peut donner l'autorisation ».

Art. 103¹⁵. — Rédiger l'article 103¹⁵ comme suit :

« Les gérants sont responsables conformément à l'article 62 ».

Art. 103¹⁷. — Remplacer les alinéas 3 et 4 par le texte suivant :

« Nonobstant toute disposition contraire, chaque part confère un nombre de voix proportionnel à la fraction de capital versé qu'elle représente au jour de la convocation à l'assemblée générale ».

Art. 103¹⁸. — Rédiger comme suit :

« Les articles 51, 52, 60, 70, 72 à 78 sont applicables aux sociétés privées à responsabilité limitée ».

ART. 2.

Rédiger comme suit l'alinéa 1^{er} :

« Sont complétés ou modifiés comme suit les articles 2, 4 alinéa 2, 6, 7, 10, 12, 176, 177, 179, 180, 181, 186 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ».

Rédiger comme suit les modifications à l'article 12 :

Les mots « et dans les sociétés privées à responsabilité limitée » sont intercalés après ceux « dans les sociétés anonymes » au second alinéa de cet article.

Supprimer la modification à l'article 73.

Ajouter après l'article 176 :

Art. 177. — Intercaler à l'article 177,

niet afgeweken wordt van de bepalingen van artikel 1388 van het Burgerlijk Wetboek.

» In geval de man zijn machtiging weigert, kan de rechter die verlenen. »

Art. 103¹⁵. — Te doen luiden als volgt :

« De zaakvoerders zijn aansprakelijk overeenkomstig artikel 62. »

Art. 103¹⁷. — De derde en de vierde alinea te vervangen door den volgenden tekst :

« Niettegenstaande elke strijdige bepaling, verleent elk deelbewijs een getal stemmen, in verhouding met het gedeelte van het gestorte kapitaal dat er op den dag van de oproeping tot de algemeene vergadering doorvertegenwoordigd is. »

Art. 103¹⁸. — Te doen luiden als volgt :

« De artikelen 51, 52, 60, 70, 72 tot 78 zijn van toepassing op de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid. »

ART. 2.

De eerste alinea van artikel 2 te doen luiden als volgt :

« De artikelen 2, 4, alinea's 2, 6, 7, 10, 12, 176, 177, 179, 180, 181, 186 van de samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel worden als volgt aangevuld of gewijzigd. »

De wijzigingen aan artikel 12 te doen luiden als volgt :

Na de woorden « bij de naamlooze vennootschappen » in het tweede lid van dit artikel, wordt ingevoegd het volgende : « en bij de private vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid. »

De wijziging aan artikel 73 te doen wegvallen.

Na artikel 176 toe te voegen :

Art. 177. — In artikel 177, eerste

alinéa 1^{er}, entre les mots « achats » et « d'actions », les mots « de parts sociales ».

Ajouter après l'article 177 :

Art. 179, alinéa 3, formant le 2^o. — Substituer aux chiffres « 78 et 134 » les chiffres « 78, 134 et 103¹⁸ ».

Ajouter après l'article 180-181 :

Rédiger l'article 181 des lois coordonnées comme suit :

« Seront punis des mêmes peines tous ceux qui, comme administrateurs, commissaires, gérants ou membres du comité de surveillance d'une société anonyme, d'une société en commandite par actions ou d'une société privée à responsabilité limitée, auront sciemment racheté des actions ou parts sociales, en diminuant le capital social ou la réserve légalement obligatoire, fait des prêts ou avances au moyen de fonds sociaux sur des actions ou parts d'intérêts de la société, fait par un moyen quelconque, aux frais de la société, des versements sur des actions ou parts sociales, ou admis comme faits des versements qui ne sont pas effectués réellement, de la manière ou aux époques prescrites ».

Ajouter après l'article 179 :

Art. 180. — Intercaler entre les mots « aux actionnaires » et les mots « de dividende », les mots « ou aux associés d'une société privée à responsabilité limitée ».

ART. 3.

A supprimer.

alinea tusschen de woorden « aan-
koopen » en « van aandeelen », de woorden « van maatschappelijke deelbewijzen » invoegen.

Na artikel 177 bij te voegen :

In artikel 179, derde alinea, die het 2^o uitmaakt, de cijfers « 78, 134 en 103¹⁸ » in de plaats stellen van de cijfers « 78 en 134 ».

Na artikel 180, 181 bij te voegen :

Artikel 181 van de samengeordende wetten te doen luiden als volgt :

« Met dezelfde straffen wordt gestraft, al wie, als beheerder, commissaris, zaakvoerder of lid van het comiteit van toezicht van een naamlooze vennootschap, van een vennootschap bij wijze van geldschieting op aandeelen of van een private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, voorbedachtelijk aandeelen of maatschappelijke deelbewijzen, wederingekocht heeft, met vermindering van het maatschappelijk kapitaal of der verplichte wettelijke reserve; uit de gelden der vennootschap leeningen of voorschotten heeft gedaan op aandeelen of interest-aandeelen der vennootschap, door welkdanig middel, op de kosten der vennootschap, geldstortingen op aandeelen of maatschappelijke deelbewijzen heeft gedaan of als gedaan erkend heeft geldstortingen, die niet werkelijk gedaan zijn op de voorgeschreven wijze en tijdstippen. »

Na artikel 179 bij te voegen :

Art. 180. — Tusschen de woorden « onder de aandeelhouders » en de woorden « van dividenden » de woorden « of onder de vennoten van een private vennootschap met beperkte aansprakelijkheid » invoegen.

ART. 3.

Te doen wegvallen.